

Congrès statutaire FGTB 2 et 3 juin

Motion d'actualité internationale

Solidarité avec l'Ukraine

Il y a actuellement de par le monde plusieurs dizaines de conflits armés et chacun d'entre eux mérite toute notre attention et notre engagement pour venir en aide aux populations concernées. Toute guerre a toujours un impact sur les travailleurs, ils sont les premiers à être touchés par les violences et les conséquences sociales et économiques à court et à long terme.

De concert avec la CSI, la FGTB s'engage en faveur du maintien et du renforcement de la paix et du droit de chaque peuple de vivre à l'abri de toutes formes d'agression dans un monde sans armes de destruction massive et sans armes nucléaires et en faveur d'un désarmement général.

La coopération mondiale et régionale, le multilatéralisme et l'Etat de droit sont d'une importance cruciale afin de relever les multiples défis mondiaux.

Le dialogue, la prévention des conflits et des mesures de confiance doivent remplacer l'agression et les violences militaires comme moyen de régler les différends.

La guerre en Ukraine nous concerne tous et toutes : en raison de la proximité avec la Belgique et l'Union européenne, mais aussi du fait des terribles répercussions qu'elle provoque dans le monde entier. La FGTB exige un cessez-le-feu, le retrait des troupes russes et le respect du droit international.

Conséquences économiques et sociales avec l'augmentation des prix de l'énergie et des prix alimentaires qui pourraient d'ailleurs provoquer à terme des situations de famine dans certaines parties du monde. Mais aussi risques d'escalade militaire, d'extension du conflit, sans parler de la menace toujours présente d'une utilisation de l'arme nucléaire.

Dès le 1^e jour de l'agression, la FGTB a condamné l'attaque militaire russe en Ukraine et a exprimé sa solidarité avec le peuple et les travailleurs ukrainiens ainsi qu'avec les organisations syndicales de ce pays.

De même, la FGTB continue d'exprimer sa solidarité avec tous ceux et celles qui en Russie et dans les pays avoisinants ont eu le courage, malgré les menaces permanentes pour leur liberté, d'exprimer publiquement leur opposition à l'agression militaire.

La FGTB a ainsi fermement condamné les attaques et arrestations de syndicalistes qui ont eu lieu le 19 avril en Biélorussie, dont le gouvernement est l'allié du régime de Vladimir Poutine.

Les crimes de guerre commis par les forces armées et leurs milices alliées devront être poursuivis et les responsables condamnés.

Avec l'ensemble du mouvement syndical international, la FGTB rappelle son engagement en faveur d'une paix durable et appelle la communauté internationale et l'Union européenne à utiliser tous les moyens politiques et diplomatiques pour amorcer une désescalade du conflit et commencer un véritable processus de paix et de désarmement général dans le respect de la démocratie, des droits humains et des traités internationaux.

La FGTB s'engage à participer à toute action humanitaire qui vienne en aide aux populations victimes de la guerre, en particulier pour celles qui se sont réfugiées dans notre pays.

La FGTB défendra les réfugiés pour que ceux-ci ne soient pas victimes de pratiques de dumping social de la part d'employeurs peu scrupuleux qui souhaiteraient profiter de leur situation de détresse.

Accueil des réfugiés

Nous saluons l'activation de la directive protection temporaire par l'Union européenne et l'accueil solidaire réservé aux réfugiés ukrainiens qui fuient la guerre et les persécutions. Cependant, un tel accueil n'est pas accordé à tous les migrants et réfugiés. On constate le refoulement généralisé de réfugiés, demandeurs d'asile et migrants aux frontières terrestres et maritimes de l'Europe. Ces politiques et pratiques intolérables entraînent de graves violations des droits humains. Or, les Etats doivent respecter leurs obligations de protection et l'interdiction du refoulement vis-à-vis de tous les réfugiés et de tous les migrants, sans discrimination selon leur origine ou leur nationalité. Nous pensons notamment aux réfugiés venant de pays comme l'Erythrée, le Congo, la Syrie ou l'Afghanistan qui sont arrêtés aux frontières européennes.

En particulier, en Belgique, l'accueil des réfugiés est en crise depuis de nombreuses années et les places d'hébergement manquent cruellement. L'accueil citoyen ne peut être qu'une solution temporaire et doit être monitorée, vu la grande vulnérabilité et les besoins spécifiques des personnes réfugiées.

Nous exigeons, avec les organisations en charge de l'accueil des réfugiés, que des solutions urgentes et pérennes soient trouvées pour un accueil de qualité de les réfugiés organisé et financé par les pouvoirs publics sur le sol belge.

Alors que l'accueil représente un énorme défi à relever et que les moyens manquent, il est inacceptable que le gouvernement fédéral ait décidé d'investir dans la détention plutôt que dans l'accueil. La FGTB dénonce la décision de doubler le nombre de places en centres fermés affectées au retour forcé de personnes en séjour irrégulier. La FGTB condamne la détention des personnes en séjour irrégulier et revendique la régularisation de ces personnes en séjour irrégulier selon des critères clairs et via une instance indépendante.

Les besoins des réfugiés et des migrants sont multiples et complexes. Leur ampleur qui touche à tous les secteurs de la société - logement, éducation, santé, accès au marché du travail, etc. - est énorme et requiert la participation active de nombreuses autorités et acteurs de la société civile. La FGTB souhaite également prendre sa part et soutenir les travailleurs migrants et réfugiés, et les affiliés là où c'est possible. Ce soutien pourra prendre la forme d'orientation vers des services spécialisés, de formations, d'informations générales ou individualisées, d'actions de solidarité, etc. dispensées par la FGTB et son réseau.

Pour la levée du blocus de Cuba

La FGTB réitère son rejet du blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les Etats-Unis et qui dure maintenant depuis... 60 ans ! Elle demande l'application des résolutions votées, année après année, à une écrasante majorité, par l'assemblée générale des Nations-Unies contre l'embargo imposé depuis février 1962. Il faut mettre fin aux lois et mesures telles que la loi américaine « Helms-Burton » dont les effets extraterritoriaux nuisent gravement aux conditions de travail et de vie de la population cubaine, comme l'a encore démontré de manière dramatique, les effets de la pandémie du covid-19. La FGTB appelle les pouvoirs publics belges et européens à ne pas se rendre complices des mesures américaines et à mener une propre politique plus proactive en guise de contre-mesure.

Solidarité avec la Palestine

La FGTB réitère son opposition à l'occupation militaire et l'annexion des territoires palestiniens et exige de la part du gouvernement israélien qu'il respecte le droit international et les résolutions des Nations Unies.

Nous demandons à la Belgique la reconnaissance de la Palestine comme un état souverain, dans les frontières internationalement reconnues et avec Jérusalem-est comme capitale. Une telle solution représente une étape indispensable pour l'instauration du droit à l'autodétermination et pour régler de manière juste et équitable le conflit. Seules la coexistence pacifique et une coopération pourront instaurer une paix durable pour tous.

Israël se rend coupable de discriminations et d'apartheid institutionnalisés et systématiques à l'encontre des citoyens palestiniens. Les Etats, les entreprises et les institutions financières ont l'obligation particulière de ne pas coopérer à la perpétuation d'un régime d'apartheid.

Le mur illégal, les nombreux checkpoints, l'installation des colonies et l'établissement de zones militaires interdites d'accès pour les palestiniens engendrent un morcellement du territoire et un étranglement économique qui interdit toute possibilité de développement économique et social pour la Palestine. Les palestiniens sont brimés aux checkpoints sur le chemin de leur travail, discriminés sur le marché de l'emploi et soumis à l'arbitraire patronal. Et les palestiniens en Israël sont très souvent considérés comme des citoyens de seconde zone.

La FGTB réaffirme sa solidarité et son compromis pour la coopération avec le peuple et les travailleurs palestiniens et tous ceux qui défendent la condamnation de l'occupation, la paix, la coopération et la coexistence en Israël.

La FGTB plaide pour une interdiction d'importation de produits provenant des colonies illégales et la rupture de chaque lien économique avec celles-ci.

Il y a exactement 15 ans, le blocus de la bande de Gaza a été imposé. Les conséquences pour la population sont dramatiques. Gaza a le taux de chômage le plus élevé au monde et 50% de sa population vit sous le seuil de pauvreté. La FGTB revendique la fin de ce blocus et la punition collective.

La FGTB soutient la revendication d'arrêter toute forme de commerces d'armes avec Israël.

La FGTB demande au gouvernement belge de soutenir activement les Nations-Unies dans ses efforts pour actualiser la liste des entreprises actives dans les colonies.

La FGTB soutient les Centrales qui agissent vis-à-vis des entreprises dont les activités économiques contribuent à la colonisation et à l'occupation.

Enfin, la FGTB condamne sans appel le meurtre de la journaliste Shireen Abu Akleh survenu le 11 mai dernier ainsi que les agissements de la police israélienne à ses obsèques deux jours plus tard.

La FGTB défendra activement cette résolution auprès de la CES et la CSI.

Solidarité avec l'expérience démocratique au Rojava

La FGTB marque sa solidarité avec les expériences démocratiques et féministes, menées par le peuple kurde, dans le région du Rojava (Nord de la Syrie).